Rapport de la Commission de Gestion sur le préavis municipal n°11/2025 relatif au règlement du personnel communal

La Commission de gestion, composée de Paola De Battisti, Laurent Jaccard, Sandra Laverrière Ahmad Matar et Matthieu Ruano, s'est réunie le 26 mai 2025 en présence de M. le Syndic Johann Theux, de la Commission des finances et de M. le Président du Conseil communal Patrick Thévoz pour examiner le préavis n° 11/2025 concernant le nouveau règlement du personnel communal.

Nous remercions M. le Syndic pour ses explications claires et détaillées lors de cette séance. La Commission s'est ensuite réunie le 3 juin 2025 pour évaluer le préavis et rédiger le présent rapport.

Le nouveau règlement, fondé sur le modèle type cantonal, les pratiques des communes voisines et les remarques du Conseil lors de l'adoption du règlement actuel, vise principalement à améliorer la classification des postes et à l'associer à une échelle salariale plus précise. Cette réforme renforce l'attractivité de la Commune en tant qu'employeur.

Selon les informations fournies par notre Syndic, les salaires actuels ne connaîtront pas d'augmentation substantielle à l'entrée en vigueur du règlement. Une progression de 1,5 à 2 % est toutefois possible en cas d'évaluation annuelle positive. Aucun employé ne sera reclassé à un niveau supérieur à son salaire actuel; chacun sera positionné selon son poste et son expérience.

La Commission s'interroge néanmoins sur certains reclassements. Par exemple, la fonction de Secrétaire municipale passe d'une fourchette de 74'139 à 107'000 francs à une nouvelle plage de 85'000 à 123'905 francs. De même, le classement du poste de responsable des services techniques en classe 6 pourrait nuire au recrutement de profils qualifiés, en raison d'une rémunération jugée peu compétitive. L'enclassement de l'employé administratif en classe 3 soulève également des questions, notamment en comparaison avec les fonctions de la classe 4.

La Commission ne se prononce pas sur les quatre directives annexées, n'ayant pas la légitimité pour le faire. De plus, ne disposant pas de compétences spécifiques en ressources humaines, elle ne se prononce pas sur la validité juridique des articles du règlement. Elle fait confiance à la Municipalité et aux services cantonaux qui ont validé le document. Il aurait toutefois été pertinent de constituer une commission ad hoc ou de solliciter un spécialiste RH pour évaluer ce règlement.

La Commission relève positivement la transparence accrue du nouveau règlement, notamment en ce qui concerne les fonctions et les rémunérations. Les directives opérationnelles apportent un complément utile. Les conditions sociales sont également améliorées, notamment en matière de primes (ancienneté, départ à la retraite) et de congés (maternité, allaitement).

En conclusion, la Commission de gestion recommande au Conseil communal d'approuver le préavis n° 11/2025 tel que présenté.

Enfin, nous souhaitons souligner un point d'amélioration : ce préavis nous a été soumis alors que nous étions déjà mobilisés sur le rapport de gestion et les comptes 2024, deux tâches exigeantes concentrées dans les deux mois précédant le Conseil de juin. Malgré nos demandes répétées, cette surcharge n'a pas été évitée, ce qui a affecté la qualité de notre travail. Nous demandons qu'à l'avenir, une meilleure répartition des préavis dans le temps soit mise en place.

Au nom de la Commission de Gestion

Ahmad Matar Paola De Battisti Sandra Laverrière Laurent Jaccard Matthieu Ruano

Faug, le 3 juin 2025